

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy

Saint-Barthélemy, le 15 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLOWERVE POMPES SAS

13 rue Maurice Trintignant
72230 Arnage

Références : 2024-324_FLOWERVE POMPES SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301862

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement FLOWERVE POMPES SAS implanté 13 rue Maurice Trintignant 72 230 Arnage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLOWERVE POMPES SAS
- 13 rue Maurice Trintignant 72230 Arnage
- Code AIOT : 0006301862
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLOWERVE POMPES SAS a pour activité principale la fabrication de pompes de transfert de fluide pour le domaine de l'énergie, de l'eau, de la chimie... Pour ce faire, elle exploite notamment des installations de travail mécanique de métaux et des installations de nettoyage-dégraissage. La société FLOWERVE POMPES SAS est encadrée par l'arrêté préfectoral n°07-2287 du 9 mai 2007 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DIRCOL 2017-0121 du 21 mars 2017.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Demande d'action corrective	
8	Confinement des eaux incendie - Constat visite du 20/03/2018	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Isolement avec les milieux - Suite constat visite du 10/03/2022	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 4.2.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet
2	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	/	Sans objet
3	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet
4	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II	/	Sans objet
10	Plan de gestion des solvants - Suite constat visite du 10/03/2022	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra finaliser les actions correctives pour la mise en conformité avec l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 février 2023 en complétant les dispositifs d'isolement du réseau d'assainissement du site avec l'extérieur (installation des 2 ballons obturateurs manquants) et s'assurer du bon fonctionnement de ceux déjà installés.

La justification du dimensionnement des rétentions pour les eaux d'extinction incendie (caniveaux eau et électricité) devra être fourni à l'inspection ainsi que le compte rendu des essais en simultané des poteaux incendie du site.

L'exploitant devra s'approprier le plan de gestion des solvants réalisé en 2023 afin de pouvoir calculer précisément et rapidement ses quantités de solvants émises chaque année et ainsi remplir correctement les déclarations GEREPE à venir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle des émissions
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données [...] Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant a soumis sa déclaration GEREPE pour l'année 2023 le 22 juin 2024. Celle-ci a été mise en révision par l'inspection des installations classées le 25 juin pour les raisons suivantes ; -incohérence entre les pavés "solvants" et "procédés" : confusion entre la quantité de peinture préparée et la quantité de solvant consommée (voir constats 6 et 10) ; -erreurs d'unités pour les solvants (tonnes au lieu de kg) et l'activité soudure au chrome (m³ au lieu d'une unité de masse). <i>NB : depuis 2021, le site Flowserve était répertorié comme possédant "une ou plusieurs installations de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW" dans l'onglet types d'activité de GEREPE, entraînant une impossibilité de compléter correctement les déclarations. Cette case a été décochée par l'inspection et n'apparaîtra plus à partir de la déclaration 2024.</i> <i>NB2 : Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité pour chaque utilisateur de GEREPE d'utiliser son propre compte Cerbere, celui-ci étant lié à l'adresse professionnelle.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, établissement visé
Prescription contrôlée : Liste des établissements a) Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; - pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; - stations d'épuration urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/ j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;

- site d'extraction relevant du code minier.
b) Établissements exerçant l'une des activités visées à l'annexe I du règlement n° 166/2006 susvisé dont les capacités sont supérieures aux seuils de ladite annexe.
Constats : Le site Flowserve est concerné par la déclaration annuelle GEREPE au titre de l'alinéa I.a (installations classées soumises à autorisation ou enregistrement). Ses activités ne font pas partie des E-PRTR établies par l'annexe I du règlement n°166/2006.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, données à déclarer émissions
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; - les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.
Constats : L'exploitant déclare les volumes d'eaux consommées annuellement bien qu'il soit en dessous des seuils réglementaires (inférieur à 50 000m ³ /an dans le réseau AEP). Les émissions chroniques dans l'air ont été détaillées (solvants et chrome). Le site Flowserve n'est pas concerné par les autres catégories de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, obligation de déclaration annuelle déchets
Prescription contrôlée : II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an.
Constats : Le site Flowserve est concerné par l'article I.a de l'arrêté du 31 janvier 2008. La déclaration des déchets pour l'année 2023 est basée principalement sur l'importation automatique du site Trackdéchet avec l'ajout manuel de plusieurs catégories par l'exploitant. Une incohérence entre la déclaration de 2021 et celles de 2022 et 2023 a été identifiée par le logiciel, la quantité de déchets non dangereux déclarée en 2021 étant bien supérieure aux années suivantes (notamment 444t de métaux en mélange et 130t d'emballages en bois). L'exploitant a déclaré que cette anomalie est due à l'enlèvement de plusieurs machines et conduits de circulation en application de la méthode 5S, et est donc à considérer comme un évènement exceptionnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, données à déclarer production de déchets
Prescription contrôlée : Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Toutes les informations demandées dans l'article 4.II sont présentes dans l'onglet déchets de la déclaration GERE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des données déclarées
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets. Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : Dans la déclaration GERE de l'année 2023, les cases "Au moins une des activités utilisant des solvants organiques, visées au chapitre V de la directive IED" et "Mise en oeuvre d'un schéma de maîtrise des émissions (SME)" de l'onglet "solvants/PGS" avaient été cochées par l'exploitant. Le site Flowserve n'étant en réalité concerné par aucun de ces cas, l'exploitant a pu corriger sa déclaration en direct lors de la visite après remarque de l'inspection. D'autres erreurs dans les pavés "solvants" et "procédés" ont été identifiées (voir constat 1). Le calcul de la consommation annuelle de solvant étant plus complexe à réaliser (voir constat 10 sur le plan de gestion des solvants), l'exploitant n'a pas pu estimer une valeur réelle lors de la visite et a donc indiqué temporairement une valeur de 1 tonne par an. Cette valeur n'est pas représentative des émissions réelles de solvants de l'entreprise et devra être corrigée. Il existe une incohérence entre la consommation de produits solvantés (peinture) entre les données 2021 du plan de gestion des solvants (11,6 t) et celles indiquées pour l'année 2023 (23 t), alors que l'exploitant indique avoir réduit son activité dans le même laps de temps. Le calcul des émissions dans l'air de chrome de l'activité de soudure à la tresse, estimé selon le débit horaire mesuré par un bureau d'études et le nombre d'heures de fonctionnement de l'atelier, est correct.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra corriger la valeur de sa consommation annuelle de solvant de sa déclaration GERE 2023, en se basant sur son plan de gestion des solvants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, échéance de déclaration
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : Les déclarations GEREP des années 2021 et 2022 n'ont pas été finalisées. Celle de 2023 a été complétée en juin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra respecter le délai réglementaire pour sa déclaration 2024 et les suivantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Confinement des eaux incendie - Constat visite du 20/03/2018

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 01/12/2023
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir, autant que faire se peut, l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'exploitant d'identifier toutes les zones du site présentant un risque incendie lié aux produits ou à l'activité. Par courrier du 16 mai 2022, l'exploitant avait transmis un plan identifiant plusieurs zones à risque incendie (issu du dossier de récolement de novembre 2016). Le 16 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué avoir identifié les zones à risques du site sans comptabiliser la zone "magasin" (stockage de pièces avec conditionnement en matières combustibles) parmi celles-ci. Les dimensionnements des besoins en eaux pour la lutte incendie et les volumes de rétention n'avaient pas été déterminés. Les constats de 2022 avaient été reportés et il avait été demandé des éléments justifiant la non-prise en compte de la zone "magasin" dans les zones à risque incendie du site. L'exploitant avait été mis en demeure par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2023-0227 de justifier ou réaliser les travaux nécessaires aux besoins en eau et aux volumes de rétention du site dans un délai de 10 mois.

Le 5 avril 2023, l'exploitant a envoyé un courrier à la préfecture de la Sarthe détaillant les avancées sur ce sujet ; les calculs de rétention et de dimensionnement en eau ont été réalisés sur la base des guides D9 et D9A. Pour la zone de stockage des solvants, le débit nécessaire pour 2 heures a été estimé à 60m³/h pour une capacité de rétention de 19m³, et pour le magasin un débit de 120m³/h pour une capacité de rétention de 246m³.

Le SDIS 72 a validé dans son courrier du 20 mars 2023 ces valeurs et le principe de rétention des eaux incendies dans les réseaux d'eau usées, sous 2 conditions :

- être en capacité de mettre le site sur rétention pour éviter tout déversement à l'extérieur du site (voir constat n°9)
- justifier par des essais la capacité des poteaux incendie à délivrer en simultané un débit de 120m³ pendant 2 heures.

-> L'exploitant n'a pas justifié le débit simultané des poteaux incendie à l'inspection des installations classées.

Le calcul de 19m³ de rétention pour la zone de stockage solvant est incorrect, n'ayant pas pris en compte les besoins en eau de 120m³ pour 2h de lutte contre l'incendie. Le total pour cette zone devrait s'élever à 19+120 = 139m³. Néanmoins, la zone majorante pour le besoin de rétentions (selon la notice D9A) est le magasin avec un besoin de 246m³. L'exploitant indique couvrir ces besoins dans son courrier grâce aux caniveaux d'eaux usées/pluviales (270m³) et des caniveaux électriques (150m³).

-> L'exploitant n'a pas justifié le dimensionnement des caniveaux pouvant servir de rétention des eaux d'extinction incendie.

Lors de la visite de juin 2024, l'exploitant a fourni à l'inspection ses plans d'urgence mis à jour :

- un plan global sur lesquelles sont indiquées toutes les zones à risques du site datant de juillet 2023 ;
- un plan spécifique aux risques incendie.

Le risque incendie figure dans la partie magasin sur ces 2 plans (poste HT et TGBT dans la partie du magasin "rechanges" et hotte dans la partie du magasin "AT0").

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir les essais de débits simultanés des poteaux incendie, comme demandé par le SDIS 72 dans son mail, et justifier du dimensionnement des caniveaux utilisés comme rétention des eaux incendies (eau et électriques) en indiquant leur diamètre et leur longueur. L'exploitant devra démontrer que l'utilisation des caniveaux électriques en tant que rétention d'eau n'a pas d'impact sur la sécurité du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Isolement avec les milieux - Suite constat visite du 10/03/2022

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 4.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il avait été rappelé à l'exploitant que selon l'article 4.2.5 de son arrêté préfectoral, un système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur devait être présent. Il a été mis en évidence que le plan des réseaux d'eau du site devait être mis à jour avant de pouvoir prendre une décision sur la solution technique à adopter. Le 16 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué avoir fait intervenir un prestataire afin d'identifier les solutions envisageables sur site, la mise en place de guillotine à chaque point de déversement dans le réseau communal ayant été retenue. Il avait été vu la nécessité d'isoler également le réseau eaux pluviales du site. L'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral n°DCPPAT 2023-0227 de réaliser ces travaux d'isolement sous un délai de 10 mois.

Dans son courrier du 5 avril 2023, l'exploitant a prévenu l'inspection de la difficulté à respecter ce délai à cause de la conjoncture économique, et que la solution technique retenue se portait finalement sur des ballons gonflables obturateurs disposés à 4 points du réseau d'eau usées et pluviales. L'inspection a validé le principe de réaliser dans un premier temps l'installation de 2 ballons obturateurs : le premier à l'entrée du site, au niveau du parking visiteur (sud-est), le deuxième au nord de l'installation près de la zone d'expédition. L'exploitant s'était engagé pour une installation avant le 31 mai 2024 des 2 derniers ballons au niveau des locaux nucléaire et réception usine (ouest et sud-ouest).

Lors de la visite de juin 2024, l'inspection a constaté sur site l'installation des 2 ballons obturateurs, installés en mars 2024 (l'exploitant ayant fourni le compte rendu d'installation). Les ballons en eux-mêmes n'ont pas pu être inspectés visuellement car inaccessibles, l'équipe de maintenance n'étant pas disponible pour soulever les plaques en fonte sous lesquelles ils se trouvent. Seules les armoires de commande ont pu être ouvertes ; celles-ci contiennent la bouteille de gaz, les vannes, une batterie et un boîtier GSM pour le déclenchement à distance. L'exploitant a précisé qu'actuellement, celui-ci était inopérant car les cartes SIM n'avaient pas été installées, seul le déclenchement sur place est possible. Une copie des instructions du boîtier (lancement du gonflage par SMS et procédure de dégonflage) a été fournie à l'inspection.

La batterie permettant l'alimentation du dispositif est alimentée par panneau solaire. L'inspection a constaté que les voyants d'alimentation se comportaient différemment dans les 2 boîtiers : celui du parking visiteur clignotait en orange. Il est précisé dans le compte rendu d'installation que "le coffret se situe dans le poste de garde, le panneau solaire devrait donc avoir des difficultés pour alimenter la batterie (...) Si le panneau solaire devait être inefficace, le client envisagerait de le déplacer sur l'extérieur du bâtiment en laissant le coffret à l'intérieur".

L'exploitant a également fourni le bon de commande pour les deux ballons manquants datant du 17 juin 2024. Il déclare que leur installation devrait avoir lieu aux environs de l'automne.

L'exploitant déclare intégrer l'utilisation des ballons obturateurs à la formation de son personnel (exercice pour les équipiers de seconde intervention) et prévoit une maintenance annuelle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra procéder à l'installation des deux derniers ballons obturateurs avant la fin de l'année, comme il s'y est engagé avec le bon de commande du 17 juin 2024. La disparité au niveau

des armoires de commande des ballons déjà installés devra être éclaircie et une mesure corrective devra être prise si celle-ci est due à un manque d'alimentation électrique. Le bon fonctionnement des obturateurs doit pouvoir être justifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Plan de gestion des solvants - Suite constat visite du 10/03/2022

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installation classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an ; l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations le plan de gestion des solvants et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.</p>
Constats : <p>Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il avait été indiqué à l'exploitant, au vu de la consommation annuelle en solvants, qu'un plan de gestion de solvants devait être mis en place conformément à l'article 3.2.4 sus-visé. Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué avoir commandé, auprès d'un prestataire, la réalisation du Plan de gestion des Solvants (contrat N°Q-333720-0797715 du 14 novembre 2022 et bon de commande n°291378 du 18 novembre 2022).</p> <p>L'exploitant a soumis son plan de gestion des solvants (PGS), basé sur les données de l'année 2021, en pièce jointe de sa déclaration GEREPE de 2023. Cependant, celui-ci était une version de travail incomplète (20 mars 2023) aux résultats incohérents (émissions négatives de solvants).</p> <p>Lors de la visite d'inspection de juin 2024, l'exploitant a remis à l'inspection la version finalisée de ce document (24 avril 2023). Une incohérence semble toutefois exister entre les données de 2021 et de 2023 : le PGS se base sur une consommation de 11 586 kg de produits solvantés en 2021 (peintures) hors l'exploitant a indiqué une consommation de 23t de peinture en 2023. Ce point devra être éclairci (constat n°6).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

